

## La situation en U.R.S.S. et les tâches de l'époque de transition

L'Union Soviétique est sortie de la Révolution d'octobre comme un Etat ouvrier. L'étatisation des moyens de production, condition nécessaire du développement socialiste, a ouvert la possibilité d'une croissance rapide des forces productives. L'appareil de l'Etat ouvrier subit entre temps une dégénérescence complète, se transformant d'instrument de la classe ouvrière en instrument de violence bureaucratique contre la classe ouvrière et, de plus en plus, en instrument du sabotage de l'économie. La bureaucratisation d'un Etat ouvrier arriéré et isolé de la transformation de la bureaucratie en caste privilégiée toute-puissante sont la réfutation la plus convaincante — non pas seulement théorique, mais pratique — de la théorie du socialisme en un seul pays.

Ainsi, le régime de l'U.R.S.S. incarne des contradictions menaçantes. Mais il continue à rester un régime d'ETAT OUVRIER DEGENERÉ. Tel est le diagnostic social...

Le pronostic politique a un caractère alternatif : ou la bureaucratie, devenant de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale dans l'Etat ouvrier, renverse les nouvelles formes de propriété et rejette le pays vers le capitalisme ; ou la classe ouvrière écrase la bureaucratie et ouvre une issue vers le socialisme.

Pour les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale les procès de Moscou ne sont pas une surprise, ni le résultat de la démenche personnelle du dictateur du Kremlin, mais les produits légitimes de Thermidor. Ils sont nés des frictions intolérables qui existent à l'intérieur de la bureaucratie soviétique, frictions qui, à leur tour reflètent les contradictions entre la bourgeoisie et le peuple et, aussi, les antagonismes qui s'approfondissent à l'intérieur du « peuple » lui-même. Le « fantastique » sanglant des procès montre à quel point se sont aiguës les contradictions et annonce ainsi l'approche du dénouement.

Les déclarations publiques d'anciens agents du Kremlin à l'étranger, qui ont refusé de rentrer à Moscou, ont irréfutablement confirmé à leur façon qu'au sein de la bureaucratie il y a toutes les nuances de la pensée politique : depuis le véritable bolchevisme (I. Reiss) jusqu'au fascisme achevé (Th. Boutenko). Les éléments révolutionnaires de la bureaucratie, qui constituent une infime minorité reflètent, passivement il est vrai, les intérêts socialistes du prolétariat. Les éléments fas-

cistes, contre-révolutionnaires, dont le nombre augmente sans cesse, expriment de façon de plus en plus conséquente les intérêts de l'impérialisme mondial. Ces candidats au rôle de *compradores* pensent non sans raison que la nouvelle couche dirigeante ne peut assurer ses positions privilégiées qu'en renonçant à la nationalisation, à la collectivisation et au monopole du commerce extérieur, au nom de l'assimilation de la « civilisation occidentale », c'est-à-dire du capitalisme. Entre ces deux pôles, se répartissent des tendances intermédiaires, plus ou moins vagues de caractère mencheviste, socialiste-révolutionnaire ou libéral, qui gravitent autour de la démocratie bourgeoise.

Dans la société dite « sans classe » elle-même, il y a, sans aucun doute, les mêmes groupements que dans la bureaucratie, mais avec une expression moins claire et dans une proportion inverse : les tendances capitalistes conscientes, propres surtout à la partie favorisée des kolkhoziens, sont le fait d'une infime minorité de la population. Mais elles se trouvent une large base dans les tendances petites bourgeoises à l'accumulation personnelle qui naissent de la misère générale et que la bureaucratie encourage consciemment.

Coiffant ce système d'antagonismes croissants, qui détruisent de plus en plus son équilibre social, cherche à se maintenir, par des méthodes de terreur, une oligarchie thermidorienne qui, maintenant, se réduit surtout à la clique bonapartiste de Staline.

Les derniers procès ont été un coup contre la gauche. Ceci est vrai aussi de la répression contre les chefs de l'opposition de droite, car, du point de vue des intérêts et des tendances de la bureaucratie, le groupe de droite du vieux parti bolchevik représentait un danger à gauche. Le fait que la clique bonapartiste, qui craint aussi ses alliés de droite, du genre de Boutenko, se soit trouvée contrainte pour assurer son maintien de recourir à l'extermination presque générale de la vieille génération des bolcheviks, est la preuve indiscutable de la vitalité des traditions révolutionnaires dans les masses comme du mécontentement croissant de ces dernières.

Les démocrates petits bourgeois de l'Occident qui acceptaient hier encore les procès de Moscou pour argent comptant, répètent aujourd'hui avec insistance qu'« en U.R.S.S. il n'y a ni trotskysme ni trotskystes ». Ils n'expliquent cependant pas pourquoi toute l'épuration se fait précisément sous le signe de la lutte contre ce danger. Si l'on prend le « trotskysme » comme un programme achevé, à plus forte raison comme une organisation, le « trotskysme » est certes extrêmement faible en U.R.S.S. Cependant, sa force invincible vient de ce qu'elle exprime non seulement la tradition révolutionnaire, mais aussi l'opposition actuelle de la classe ouvrière russe. La haine sociale des ouvriers pour la bureaucratie — c'est précisément cela qui est aux yeux de la clique du Kremlin le « trotskysme ». Elle craint mortellement, et avec pleine raison, la rencontre de la sourde révolte des ouvriers et de l'organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale.

L'extermination de la vieille génération des bolcheviks et des représentants révolutionnaires de la génération moyenne et jeune a détruit encore davantage l'équilibre politique en faveur de l'aile droite, bourgeoise, de la bureaucratie et de ses alliés dans le pays. C'est de là, c'est-à-dire de la droite, qu'on